

L'ÉCOLOGISME DES PAUVRES, VINGT ANS APRÈS : INDE, MEXIQUE ET PÉROU

Joan Martinez Alier *et al.*

Presses de Sciences Po | *Ecologie & politique*

2012/2 - N° 45
pages 93 à 116

ISSN 1166-3030

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2012-2-page-93.htm>

Pour citer cet article :

Alier Joan Martinez *et al.*, « L'écologisme des pauvres, vingt ans après : Inde, Mexique et Pérou », *Ecologie & politique*, 2012/2 N° 45, p. 93-116. DOI : 10.3917/ecopo.045.0093

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'écologisme des pauvres, vingt ans après : Inde, Mexique et Pérou¹

JOAN MARTINEZ ALIER

RÉSUMÉ Si nous adoptons le point de vue des pauvres, nous pouvons interpréter le développement du capitalisme (ou système de marché généralisé) comme une *Raubwirtschaft* (ou une économie de pillage continu et croissant) afin d'encourager l'accumulation du capital et de couvrir les dépenses des riches. Envisagés ainsi, les mouvements sociaux des pauvres ont souvent un contenu écologique (peut-être seulement implicite) lorsqu'ils tentent de maintenir les ressources naturelles en dehors de l'économie financière, commerciale, sous contrôle communautaire.

MOTS CLÉS Écologisme des pauvres, écosocialisme, Inde, Mexique, Pérou.

ABSTRACT If we adopt the point of view of the poor, we can interpret the development of capitalism (or general market system) as a *Raubwirtschaft* (or an economy of continual and increasing plundering) so as to encourage capital accumulation and cover the expenditures of the rich. So considered, the social movements of the poor often have an ecological content (maybe only implicitly) when they try to maintain the natural resources out of the financial, commercial economy, under common control.

KEYWORDS Environmentalism of the poor, ecosocialism, India, Mexico, Peru.

Le site Internet Envío Digital du Nicaragua regroupe, sous le titre «L'écologisme des pauvres», «la réflexion proposée par Joan Martinez Aliér, spécialiste en économie écologique, lors du séminaire-atelier de la nouvelle gauche latino-américaine, qui s'est tenu à Lima en février 1992». Je me souviens bien des circonstances, il s'agissait d'introduire des sujets environnementaux dans les débats de ce que l'on a appelé Forum de São Paulo, par opposition à la conférence des Nations unies de juin 1992 de Rio de Janeiro. Mes amis péruviens m'avaient invité à cette réunion. La tension dans les rues était palpable, cela se passait huit mois avant que le chef de file du Sendero Luminoso ne soit capturé. Des politiciens et des économistes reconnus de la gauche latino-américaine étaient présents, tels qu'Aurelio Garcia, conseiller de Lula dont j'avais fait la connaissance à l'université Estadual de Campinas de nombreuses années auparavant. Il y avait Daniel Ortega, il y avait l'état-major du PRD (Parti républicain démocratique) du Mexique. En tant que dirigeants potentiels, ils craignaient que *la Cumbre de la Tierra* (le Sommet de la Terre) ne sacre la mode de l'écologisme, luxe des riches qui générerait le développement économique et limiterait leur souveraineté sur les ressources naturelles. À Rio

1. Cet article est une version quelque peu remaniée de «El ecologismo de los pobres, veinte años después: India, Mexico y Perú», CEIICH-PUMA, UNAM, Mexico, 3 novembre 2009, <www.eco-portal.net/content/view/full/90029>.

de Janeiro, des traités internationaux sur le changement climatique et sur la biodiversité seraient établis, mais ces sujets étaient loin de leurs préoccupations. Ils ne se sentaient concernés ni par les injustices climatiques ni par la biopiraterie. Ils ne réclamaient encore aucune dette écologique même si le sujet était sur le point d'être abordé par quelques environnementalistes latino-américains. La perte de la forêt tropicale humide, essentielle pour le Pérou, le Brésil, le Mexique, les laissait indifférents.

En 1988, James O'Connor, économiste marxiste connu pour son livre *The Fiscal Crisis of the State* paru en 1973 (qui propose une analyse encore pertinente aujourd'hui, les dettes publiques ayant tellement augmenté à la suite de la crise de 2008-2009)², avait lancé la revue *Capitalism, Nature, Socialism* soutenant l'écossocialisme, et je publiais pour ma part depuis 1990, à Barcelone, la revue *Ecología Política*, sur le même sujet³. J'ai aussi fait paraître aux éditions Icaria en 1992 mon livre *De la economía ecológica al ecologismo popular* [*De l'économie écologique à l'écologisme populaire*], réédité par les éditions anarchistes Nordan en Uruguay. Quelques ONG et réseaux environnementalistes latino-américains partageaient l'idée de l'«écologisme populaire» ou de l'«environnementalisme populaire» qui sont des termes synonymes.

Mais à Lima, en 1992, mes efforts pour pousser la gauche politique latino-américaine vers l'écossocialisme ont abouti à un échec retentissant et m'ont même valu quelques railleries. Pour être clair, l'écologisme leur paraissait être de la foutaise. Je n'ai pas eu la force de leur dire que les glaciers des Andes fondraient plus vite que le capitalisme. Cependant, de nouveaux mouvements sociaux, tel celui des *seringueiros* à Acre (Brésil), posaient déjà ces questions. Une grande partie de la forêt amazonienne peut disparaître avant le capitalisme et, sans doute, à cause du capitalisme.

Des années plus tard, les candidatures à la présidence de Marina Silva au Brésil et de Marco Arana au Pérou en 2010 et 2011 indiquent finalement un changement. Mais pour les présidents latino-américains, qu'ils soient néolibéraux comme Alvaro Uribe ou Alan Garcia, ou socio-démocrates comme l'a été Lula avec succès, ou de la gauche nationaliste comme Hugo Chavez ou Cristina Fernandez, l'écologisme populaire est quelque chose de gênant, quand ce n'est pas un ennemi. Rafael Correa l'appelle l'«écologisme infantile» bien qu'il ait soutenu l'Initiative Yasuni-ITT et que la Constitution de l'Équateur de 2008 soit environnementaliste. Refuser l'extraction des richesses, vivre comme des mendiants sur des montagnes d'argent semble absurde aux partisans d'un développement à outrance que nous qualifions de vieillot et «sénile», en réponse à la formule de Correa. Alan Garcia, qui a ratifié un traité de libre-échange avec les États-Unis, veut à tout prix rendre disponibles les terres indigènes et communautaires pour des investissements dans des secteurs d'exportation. Pour utiliser la métaphore espagnole du chien du jardinier qui ne voulait ni manger

2. J. O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, St. Martin's Press, New York, 1973.

3. Voir <www.ecologiapolitica.info>.

ni laisser manger, il se prononce contre les indigènes du Pérou qui vivent là depuis des millénaires et qui ont survécu à cinq cents ans de racisme extrême, d'apartheid espagnol et créole. Un même enthousiasme unit tous les présidents sud-américains autour des grands travaux publics, l'IIRSA (Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana), pour développer à nouveau les exportations de matières premières une fois qu'ils seront sortis de la crise économique de 2008-2009.

Marina Silva (qui vient du mouvement des *seringueiros* d'Acre) a démissionné du ministère de l'Environnement en 2008, après des années de lutte contre l'anti-écologisme de Lula. Néanmoins, l'écologisme populaire progresse, entraînant un cortège de victimes non comptabilisées, comme réponse spontanée soutenue par des ONG et des réseaux environnementalistes face à l'extraction de biomasse, de minéraux, de combustibles fossiles et d'eau, et à la production de déchets, aux dépens des plus pauvres et des moins puissants.

L'histoire n'était pas finie

À Lima, en 1992, j'ai dit qu'il y avait des groupes aux États-Unis et ailleurs qui, se réjouissant de la victoire de l'Occident dans la guerre froide (célébrée à nouveau en 2009 lors du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin), ne voulaient pas voir que les luttes sociales dans un monde de plus en plus inégalitaire allaient se poursuivre. Ils ne voyaient pas non plus que les régimes désastreux de l'URSS et d'Europe de l'Est ont bien plus freiné ces luttes qu'ils ne les ont encouragées, en trompant une partie des pauvres du monde, en les divisant entre eux : d'une part les fidèles à Moscou et de l'autre ceux qui ont gardé une plus grande lucidité dans d'autres traditions socialistes ou qui ont perduré grâce aux rébellions spontanées ou aux résistances sourdes. La chape que faisaient peser les partis bureaucratiques « communistes » s'était finalement soulevée et l'existence d'autres petits partis ayant pour référence la révolution d'Octobre, composés bien souvent de gens honnêtes quoique sectaires, n'avait plus aucun sens. J'ai dit que les obstacles écologiques à la croissance économique se feraient de plus en plus sentir et qu'il serait difficile de distraire le peuple avec la promesse d'une croissance économique pour tous. Autant d'aveuglement volontaire devrait être sanctionné par un bonnet d'âne.

Le marché contre l'écologie. Et les économies planifiées ?

L'économie écologique affirme avec justesse que le marché ne garantit pas que l'économie s'ajuste à l'écologie, puisqu'il sous-estime les besoins futurs et ne prend pas en compte les dommages externes aux transactions commerciales. Or, malgré ce défaut fondamental, le marché interdit toute forme de perte, ce qui contribue à un usage plus efficace des ressources, comme on l'a vu après l'augmentation des prix du pétrole en 1973. Si le marché nuit à l'écologie, que s'est-il produit dans les économies planifiées ? Non seulement elles supposaient une exploitation des travailleurs au bénéfice d'une classe bureaucratique, mais elles s'étaient appuyées sur une idéologie de croissance économique

à tout prix, elles ont fait preuve d'une grande inefficacité dans l'utilisation des ressources (en partie à cause de l'absence des incitations que le marché fournit) et, de plus, faute de libertés, elles n'ont pas eu affaire à des mouvements écologistes contribuant par leurs actions à accroître les coûts que les entreprises ou les services de l'État doivent payer quand ils détériorent l'environnement. Ainsi, la création d'un mouvement antinucléaire puissant en Union soviétique fut impossible.

C'est pourquoi la disparition de ces régimes ouvrait de bonnes perspectives pour d'autres courants socialistes (pour lesquels le socialisme veut dire égalité, vision internationaliste, contrôle communautaire – et non étatique – des moyens de production) et en particulier pour l'écosocialisme basé sur l'écologie des pauvres. Les marxistes devaient se recycler, s'ils en avaient le temps, mais les libéraux n'avaient pas pour autant gagné.

L'écologisme n'est pas un mouvement des classes moyennes des pays du Nord

L'écologisme semblait être un mouvement des pays riches qui a progressé à la fin des années 1960 et au début des années 1970, et qui pendant les années 1980 s'est implanté dans quelques pays d'Europe lors d'élections. Pour certains, l'écologisme ne serait qu'un nouveau mouvement social monothématique, propre aux sociétés prospères, typique d'une époque postmatérialiste. Il fallait refuser cette interprétation. En premier lieu, l'écologisme – sous d'autres noms – n'était pas nouveau. En second lieu, les sociétés prospères, loin d'être postmatérialistes, consomment des quantités énormes et croissantes de matières et d'énergie et c'est la raison pour laquelle elles produisent des quantités énormes et croissantes de déchets. Éventuellement, la thèse selon laquelle l'écologisme a des racines sociales qui proviennent de la prospérité, pourrait être envisagée, non pas comme l'expression d'un rapport entre richesse et intérêt « postmatérialiste » pour la qualité de vie, mais précisément en tant qu'expression d'un rapport entre richesse d'une part et production de déchets et épuisement des ressources d'autre part. Le mouvement antinucléaire des États-Unis ne pouvait naître que là où l'énorme consommation d'énergie et la militarisation ont mené à la construction de centrales nucléaires. Bien sûr, il serait absurde de nier cet écologisme de la classe moyenne éclairée, qui s'est parfois alliée à des secteurs populaires. Mais, ai-je dit, il existait aussi un écologisme de la simple survie, un écologisme des pauvres et des indigènes appauvris que peu de gens avaient remarqué dans les pays riches avant l'assassinat de Chico Mendes en décembre 1988, alors qu'il y avait eu dans le Sud tellement d'exemples.

Ce sont des mouvements écologistes – quelle que soit la langue dans laquelle ils s'expriment – dès lors que leurs objectifs sont définis en termes de besoins écologiques pour la vie : l'énergie, y compris les calories alimentaires, l'eau, l'espace pour se loger. Ce sont également des mouvements écologistes parce qu'ils essayent de soustraire les ressources naturelles à la sphère économique,

au système de marché généralisé, à la rationalité commerciale, à la valorisation financière (réduction de la valeur aux coûts et bénéfices monétaires) pour les maintenir ou les rendre à l'*oikonomia* (dans le sens, proche de l'écologie humaine et opposé à la chrématistique, que lui donne Aristote).

La pauvreté, cause de la dégradation environnementale ?

La recherche sur l'écologisme des pauvres pourrait être exposée sous des titres comme «L'expansion du capitalisme et ses conséquences pour l'environnement et pour les pauvres», ou par un autre paradigme : «Les conséquences sociales et écologiques de la modernité». Mais, dans ces formulations, les pauvres sont présentés comme des êtres inertes alors qu'ils ont été les acteurs principaux de la conservation des ressources naturelles.

On peut formuler une objection. Acceptons qu'il y ait des mouvements de pauvres ruraux et urbains pour accéder aux ressources naturelles (une terre à cultiver, des forêts et des pâturages, de l'eau pour arroser les champs ou pour des usages domestiques dans les villes, des espaces verts urbains), mais ces luttes pour accéder aux ressources naturelles impliquent-elles une volonté de conservation ou sont-elles en elles-mêmes une menace de destruction ? La réponse est que le système de marché généralisé et/ou le contrôle de l'État sur les ressources naturelles impliquent une logique à court terme qui n'assume pas les coûts écologiques. Alors les pauvres, en demandant un accès durable aux ressources et aux services environnementaux contre le capital et/ou l'État, contribuent en même temps à leur conservation.

Deux oublis de l'idéologie du progrès

Tout comme l'idéologie machiste patriarcale a entraîné le manque d'intérêt de la science économique pour le travail domestique non rémunéré, l'idéologie du progrès a entraîné le manque d'intérêt de la science économique pour les services environnementaux de l'économie non estimés en monnaie ou sous-estimés.

Contrairement à ce que l'on observe dans les luttes syndicales, la participation des femmes dans les luttes écologiques populaires est peut-être plus importante que celle des hommes. Pourquoi ? Pouvons-nous supposer que les femmes sont plus proches de la Nature ? Qu'elles s'identifient à elle, à cause de leur rôle biologique dans la reproduction de l'espèce ? Ou est-ce leur rôle dans la division sociale du travail, leurs travaux spécialisés dans la sphère domestique qui font d'elles les agents de la satisfaction des besoins vitaux, de l'approvisionnement en aliments, en eau, en combustibles ? Quoi qu'il en soit, pour analyser l'écologisme des pauvres, il faut étudier les travaux et la conscience des femmes.

Le rapport Brundtland de 1987 a contribué à diffuser l'image que la pauvreté est, autant voire plus que la richesse, cause de dégradation environnementale. On imagine des paysannes qui brûlent jusqu'à la dernière branche du dernier arbre du village parce qu'elles ne peuvent pas acheter de gaz pour

cuisiner, ou des paysans qui sacrifient la fertilité du sol parce qu'ils n'ont pas d'argent pour acheter des engrais. Autant à la campagne qu'à la ville, les plus pauvres n'ont pas d'eau de bonne qualité et en quantité suffisante, ce qui peut avoir de graves conséquences sur leur santé. Ainsi, dans ces années tragiques, le choléra avait de nouveau touché Lima.

Souvent la pauvreté est donc la cause de la dégradation de l'environnement. Admettons-le donc : « l'écologisme des pauvres » ne signifie pas que les gens pauvres se comportent toujours ou qu'ils peuvent se comporter comme des écologistes.

Cela signifie que dans les conflits écologico-distributifs qui naissent du métabolisme croissant de l'économie, les intérêts et les valeurs des pauvres les amènent souvent à privilégier la conservation de la nature.

L'écologisme populaire ou écosocialisme

Si nous adoptons le point de vue des pauvres, nous pouvons interpréter le développement du capitalisme (ou système de marché généralisé) comme une *Raubwirtschaft* (ou une économie de pillage continu et croissant) afin d'encourager l'accumulation du capital et de couvrir les dépenses des riches. Envisagés ainsi, les mouvements sociaux des pauvres ont souvent un contenu écologique (peut-être seulement implicite), lorsqu'ils tentent de maintenir les ressources naturelles en dehors de l'économie financière, commerciale, sous contrôle communautaire.

Cette perspective s'oppose à l'économie conventionnelle, qui voit une cause de dégradation de l'environnement dans la *tragedy of the commons*, et qui propose l'attribution de droits de propriété sur l'environnement, l'échange des valeurs écologiques sur les marchés ou l'intervention de l'État par des mesures régulatrices, alors que les États, en tant qu'agents d'industrialisation et de militarisation, se trouvent parmi les plus grands ennemis de l'environnement.

Ces mouvements sociaux, explicitement écologistes ou non, luttent contre la pollution de l'air dans les quartiers populaires des villes et pour des espaces verts contre la spéculation urbaine, ils luttent dans les banlieues des villes pauvres pour disposer de suffisamment d'eau potable. Ce sont des luttes historiques contre le dioxyde de soufre à Rio Tinto dans l'Andalousie des années 1880, ou à La Oroya, au Pérou, contre la Cerro de Pasco Copper Corporation quarante ans plus tard. Ce sont des luttes contre les usines de papeterie afin de conserver les forêts et préserver la terre, contre les centrales hydroélectriques pour sauver la pêche artisanale – parce que la mer est considérée comme sacrée, par exemple au Kerala. Ce sont des luttes dans les champs de coton d'Amérique centrale et les luttes du syndicat de César Chávez en Californie contre le DDT et autres pesticides, des luttes pour préserver la santé sur le lieu de travail et aussi contre la militarisation.

L'incidence de l'écologisme des pauvres peut ne sembler que locale mais elle comprend aussi des aspects internationaux. En 1992 était négocié l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), le traité de libre-échange

entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. À Lima, j'ai dit que l'agriculture paysanne mexicaine était, du point de vue de l'efficacité énergétique et de la conservation de la biodiversité du maïs, supérieure à celle des États-Unis. Cependant, le Mexique exportait du pétrole bon marché aux États-Unis, pétrole qui revenait au Mexique en partie transformé en maïs d'importation au coût énergétique élevé et à l'intérêt génétique faible. Mais ce maïs pouvait facilement ruiner l'agriculture paysanne du Mexique. Une réaction nationaliste propaysanne devrait raisonner à plus long terme et refuser d'exporter du pétrole sauf à des prix qui ne négligeraient pas les besoins des générations mexicaines futures. Au lieu de signer l'ALENA, le Mexique devrait rentrer dans l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole).

L'écosocialisme est plus propre au Sud qu'au Nord, précisément parce qu'au Sud les luttes anticapitalistes sont souvent des luttes écologistes. De plus, la perspective écologique rouvrait le débat sur l'« échange inégal », mettait à l'ordre du jour une théorie du sous-développement comme effet de la dépendance qui se manifeste non seulement par la sous-évaluation de la force de travail des pauvres du monde, ou par la détérioration séculaire des prix des matières premières exportées, mais aussi dans l'échange inégal entre les produits non renouvelables ou lentement renouvelables (y compris les éléments fertilisants du sol intégrés dans les exportations agricoles) et les produits importés à faible valeur écologique. C'est l'histoire de l'exportation du pétrole, du gaz et d'autres minéraux et métaux, mais aussi de celle du guano et de la farine de poisson du Pérou. Nous pouvons ajouter à ces facteurs la réaction contre les exportations de déchets toxiques du Nord vers le Sud et les conflits causés par l'aggravation de l'« effet de serre ».

Dans certaines régions du monde, la question de l'existence d'un écologisme des pauvres n'éveillait aucun intérêt. Par exemple, on trouve dans l'histoire de l'environnementalisme nord-américain l'idéologie de Gifford Pinchot, selon laquelle la conservation des ressources est compatible avec leur exploitation selon un rendement durable, et celle de John Muir et du Sierra Club relative à la préservation de quelques espaces dans leur plus pur état sauvage. Aux États-Unis, lors de cette controverse des premières années du ^{xx}e siècle, il était inutile de se demander de quel côté étaient les pauvres. Mais dans les années 1980 est né aux États-Unis un troisième mouvement écologiste en faveur de la justice environnementale et contre le « racisme environnemental », que j'aurais dû mentionner à Lima en 1992.

Les luttes anticapitalistes : des luttes écologistes

Les critiques écologiques de la science économique qui s'identifiaient à cette époque aux pauvres du monde en arrivaient à la conclusion que les passifs environnementaux sont manifestes quand ils provoquent des protestations entre groupes sociaux : c'est une perspective marxiste parce qu'elle lie la critique écologique de l'économie et les luttes sociales. Un Marx revisité et rénové.

Le mouvement Chipko dans les forêts de l'Himalaya et la lutte contre les barrages dans la vallée de la Narmadâ étaient connus dans les milieux écologistes d'Amérique du Nord et d'Europe du Nord, mais ils ne l'étaient pas autant au Mexique, où il y avait aussi des luttes indigènes contre les usines de papeterie, pour la conservation des forêts. Ni au Brésil, où il y avait des luttes contre les plantations d'eucalyptus d'Aracruz, contre l'hydroélectricité (avec le réseau « Antingidos por Barranges »), l'extraction minière d'exportation et l'élevage imposé dans des conditions pédoclimatiques absolument défavorables.

Récemment, nous avons découvert les mouvements écologistes spontanés du Sud aussi bien passés qu'actuels, indépendants de l'influence du Nord. Ainsi, en Inde, les travaux de l'écologisme activiste pouvaient être retrouvés dans les magnifiques rapports intitulés *The State of India's Environment* publiés par Anil Agarwal du Centre for Science and Environment (CSE). Cependant, en 1992, les activistes latino-américains se citaient rarement entre eux et ce qui arrivait en Inde n'avait aucune répercussion « aux Indes ». En même temps, ce qui se passait en Afrique allait aboutir dans la violence à l'émergence d'un écologisme populaire international en 1995 avec la mort de Ken Saro-Wiwa et ses compagnons en conflit avec Shell et la dictature militaire. D'ailleurs, cette année-là Oilwatch fut fondée avec des activistes d'Équateur, du Nigeria et d'autres pays.

Un nouvel écologisme socialiste, le néonarodnisme

L'écologisme en faveur des intérêts des agriculteurs aurait peut-être plu à Marx lui-même qui à la fin de sa vie sympathisait avec l'aile la plus radicale du narodnisme russe. L'étiquette de narodnik (ou agrariste, comme on disait au Mexique, propaysan ou encore « populiste ») désignait en Russie, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ceux qui croyaient en la transition directe vers le socialisme sur la base de la communauté paysanne. C'est pour cela que le marxisme de Mariátegui fut qualifié de « populiste ». Le slogan russe « Terre et Liberté » fut adopté par le zapatisme en 1910 au Mexique peut-être par l'intermédiaire d'anarchistes espagnols.

Depuis 1970, on a critiqué l'agriculture moderne parce qu'elle implique une dépense de combustibles fossiles, une pollution de l'environnement et une perte de la biodiversité plus importante que l'agriculture « traditionnelle » et l'économie préindustrielle. Ce courant est lié à la nouvelle économie écologique et aussi à l'écologisme « spontané » des pauvres. On pourrait croire qu'une attitude propaysanne ne met pas l'accent sur la différenciation sociale. Néanmoins, dans la mesure où cet écosocialisme ou agrarisme écologique prétend défendre une économie morale, une économie écologique, contre la pénétration du système de marché généralisé, cette approche peut être utile pour comprendre quelques luttes sociales du Sud, et pas seulement pour les comprendre mais aussi pour les soutenir.

Il faut utiliser le mot *narodnisme* avec ses connotations rurales, parce que les travailleurs ruraux occupent une place vraiment privilégiée dans l'écologisme

des pauvres. Ils ont un accès direct à l'énergie solaire et s'ils disposent d'un accès à la terre cultivable, ils ont aussi accès aux éléments fertilisants du sol, à l'eau de pluie. Même si les paysans vendent sur le marché la plus grande partie de leur récolte, ils peuvent s'en retirer plus facilement que d'autres travailleurs.

En traduisant *narodniks* par «populistes», comme cela se fait habituellement, l'intégration des pauvres des villes dans l'écologisme des pauvres serait évidente. Mais le mot *populiste* n'a pas en castillan le sens de socialiste (égalitarisme, contrôle social et communautaire des moyens de production, vision mondiale, disparition effective de l'État) que nous trouvons chez les *narodniks* comme dans les autres courants de la I^{re} Internationale. L'usage du mot *narodnik* ne doit pas exclure la population urbaine.

Nous pourrions nous demander si l'écologisme des pauvres est simplement une manifestation du phénomène général des résistances des autochtones et des populations locales face à l'expansion capitaliste à la périphérie du monde, ou bien s'il s'agit d'un exemple de plus du scepticisme actuel envers le progrès de la civilisation, qui selon les idéologues postmodernes se manifeste par la résurrection des religions, les nationalismes de petite dimension et l'échec de la vision de l'histoire comme analyse universelle du passé qui mène à un projet collectif pour l'avenir.

La réponse à ces questions serait négative. L'écologisme des pauvres, c'est l'idéologie et la pratique des luttes populaires pour la préservation des ressources naturelles dans la sphère de l'économie morale, et il s'agit aussi d'une défense que nous pouvons apprécier en termes scientifiques, d'une économie qui valorise la biodiversité et qui utilise raisonnablement les flux d'énergie et de matériaux, sans fonder d'espairs injustifiés sur les technologies futures. Cet écologisme n'est pas un exemple postmoderne de manque de confiance dans le progrès social et scientifique mais, comme le disait Victor Toledo, l'ethnologue et écologue mexicain, une voie moderne alternative.

Il y a une convergence entre l'écologisme des pauvres, les courants politiques de gauche (dont l'origine lointaine est datée par convention à l'époque de la I^{re} Internationale, vers 1870) et des courants de pensée et pratiques alternatives, naturalistes, pacifistes et féministes, depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Ces racines incluent les luttes indigènes pour conserver les ressources naturelles et d'autres luttes paysannes et ouvrières, mais aussi de petits nationalismes, défensifs, antiétatiques. Par exemple, le nationalisme français a été pronucléaire, alors que le nationalisme breton est antinucléaire. Pendant ce temps, la gauche la plus éloignée de l'écologisme populaire constituerait les deux branches politiques principales du marxisme : le léninisme et la social-démocratie.

Écologie et marxisme

La disparition des États européens à économie planifiée et centralisée et des dictatures bureaucratiques nous a invité à nous souvenir des débats de la

I^{re} Internationale sur les différentes façons de comprendre le socialisme, et à nous rappeler que la critique de Bakounine à l'encontre de Marx était justifiée. Les narodniks, ou populistes russes (comme Piotr Lavrov), avaient valorisé la paysannerie et l'économie communautaire d'un point de vue politique. Les deux principales branches issues du marxisme, la social-démocratie (disposée à participer au massacre insensé de la première guerre mondiale ainsi qu'aux guerres coloniales) et le léninisme (qui aboutit à un désastre) ne sont pas les seuls courants nés du mouvement radical ouvrier du XIX^e siècle. L'heure était venue de reprendre les idées de l'anarchisme et du populisme russe, ainsi que celles de Tolstoï, William Morris et Gandhi, d'autant plus que ces courants possédaient une sensibilité écologique plus grande que les branches prédominantes du marxisme. Dans l'autre camp, celui du libéralisme, la sensibilité écologique était absente.

Le pseudo-marxisme d'origine stalinienne, heureusement mort, ainsi que la nouvelle gauche européenne et nord-américaine refusèrent d'entrer dans le débat écologique. L'arrogance d'origine léniniste dont quelques groupes marxistes résiduels faisaient preuve vis-à-vis de l'écologisme était franchement ridicule. Bien que tardivement, Wolfgang Harich, auteur dissident de l'Est, a défendu l'idée d'un «communisme sans croissance⁴». Ainsi, le sous-titre de son livre, *Babeuf et le Club de Rome*, faisait allusion au rapport Meadows remis au Club de Rome en 1972. Rudolf Bahro, un autre auteur d'Allemagne de l'Est, très célébré dans les années 1980, a traversé la frontière et a adhéré aux Grünen.

Le marxisme n'a pas été écologiste et, par conséquent, il n'y a eu aucune historiographie écologique marxiste. Il n'y a pas eu non plus d'historiographie écologique «bourgeoise». En outre, les changements écologiques n'ont pas toujours lieu sur une longue durée. Actuellement, l'important gaspillage de l'énergie et des matériaux dans quelques pays du monde, ajouté à l'accumulation atmosphérique des gaz à effet de serre, sont des modifications écologiques bien plus rapides que les transformations du système économique. Ces questions n'ont pas fait partie de l'historiographie marxiste ni de l'historiographie économique classique.

Il y avait cependant déjà des économistes marxistes intéressés par les contradictions entre l'écologie et l'économie. L'un d'entre eux, Elmar Altvater, dans *Die Zukunft Der Marktes*⁵ [*L'avenir du marché*] et aussi dans son précédent livre sur l'exploitation de l'Amazonie, reprend les idées de Frederick Soddy (1877-1956) concernant la contradiction entre la loi de l'entropie et l'illusion d'une croissance continue de l'économie. Il insiste aussi sur la confusion capitaliste entre croissance réelle de la richesse et croissance fictive du capital financier, de la dette privée et publique. Par ailleurs, dès 1988, la théorie de

4. W. Harich, *Kommunismus ohne Wachstum? Babeuf und der «Club of Rome»*, Rowohlt, Hambourg, 1975.

5. E. Altvater, *Die Zukunft des Marktes. Ein Essay über die Regulation von Geld und Natur nach dem Scheitern des «real existierenden Sozialismus»*, Westfälisches Dampfboot, Münster, 1991.

James O'Connor expliquait « la deuxième contradiction du capitalisme ». À la « première contradiction » entre l'accumulation de capital et le manque de pouvoir d'achat de la classe ouvrière urbaine exploitée ainsi que du prolétariat et de la paysannerie appauvris, il faut ajouter une « deuxième contradiction ». L'expansion capitaliste gâche ses propres « conditions de production », en particulier les conditions écologiques. De plus, les tentatives du capitalisme pour réduire les coûts de production en externalisant les dépenses pour l'environnement ont provoqué des mouvements de protestation chez les écologistes.

Cette analyse de James O'Connor – ainsi que celle d'Enrique Leff dans son ouvrage *Ecología y Capital*⁶ – expliquait en même temps les dynamiques économiques, écologiques et sociales. Ces nouveaux mouvements sociaux ont une composition sociale diverse. Ils s'opposent non seulement aux entreprises, mais également à l'État car celui-ci est responsable de la mise à disposition des « conditions de production » : le zonage urbain, les infrastructures routières, l'eau potable, l'air respirable, les minerais et combustibles fossiles produits géologiquement il y a des millions d'années et qui doivent être maintenus à un bon prix par une guerre si nécessaire. À cela, j'ajouterais que le capitalisme gâche non seulement les « conditions de production », mais aussi les conditions mêmes d'existence de groupes sociaux marginalisés.

Marxisme et écologisme : une rencontre encore non aboutie

Dans les textes de Marx, on pouvait trouver les traces d'une inspiration écologiste et la présence du concept de « métabolisme social », mais le marxisme et l'écologisme n'avaient pas encore trouvé un cadre théorique commun. Comme je l'ai dit en 1992, la charnière analytique de cette rencontre doit être dans la redéfinition des concepts de forces productives et de conditions de production. L'approche écosocialiste ne met pas l'accent sur la contradiction entre la tendance à la croissance de formation de capital et l'exploitation de la classe ouvrière. En revanche, elle fait ressortir les difficultés que la pénurie de ressources et la pollution créent pour l'accumulation de capital. Jusqu'à présent, le marxisme a été plus économiste que matérialiste et énergétiste. En d'autres termes, la crise du capital par détérioration des conditions de production ne se répercuterait sur les valeurs d'échange que par la hausse des prix. En effet, dans les années 1970, les taux de profit du capital ont diminué au moment où les prix de quelques ressources naturelles ont augmenté, ce qui a fait croître les revenus de leurs propriétaires. Mais, au cours de la décennie suivante, la tendance s'était inversée.

Ceci ne nous dit rien d'intéressant quant à l'articulation entre l'écologie et l'économie capitaliste, puisque, précisément, la problématique écologique ne se manifeste pas nécessairement à travers les prix ; ceux-ci n'intègrent pas les coûts écologiques, n'assurent pas le renouvellement de l'environnement naturel

6. E. Leff, *Ecología y Capital : Racionalidad Ambiental, Democracia Participativa y Desarrollo Sustentable*, Siglo Veintiuno, Mexico, 1986.

et n'incluent pas non plus les travaux gratuits nécessaires au renouvellement social. Ce sont les mouvements sociaux et non les prix qui mettent en évidence quelques-uns des coûts écologiques ou des passifs environnementaux. La baisse du prix du pétrole en 1992 n'indiquait pas qu'il était plus abondant que quinze ans auparavant, cela montrait seulement que l'on sous-évaluait l'avenir. Les prix du marché peuvent être remis en question si l'on adopte une perspective à plus long terme revalorisant le prix des ressources énergétiques non renouvelables. La question est la suivante : face à nos voisins du Nord qui n'envisagent plus les importations de pétrole et de gaz naturel en termes d'avantages comparatifs – dont les calculs sont faussés – mais en termes sans appel de « sécurité nationale », quel sujet social est capable d'adopter une telle stratégie de revalorisation ?

Science, religion et société

Les sociétés, ou groupes sociaux, agissent sur l'environnement d'après les représentations qu'elles se font de leurs relations avec celui-ci. Ces représentations privilégient les extractions dévastatrices ou, au contraire, ont sur celles-ci un effet limitatif. C'est pour cette raison que l'on peut dire que l'histoire naturelle tient également lieu d'histoire sociale. Jusqu'à la grande expérience coloniale de 1492, jusqu'à l'industrialisation massive de l'Europe, la relation avec l'environnement n'a pas été pensée comme une domination et une transformation de la nature, mais comme des échanges avec les forces de la nature souvent sacralisées dans des mythes ou des cosmologies religieuses. Il est possible que certaines religions, comme le christianisme, aient déjà été prédisposées à abuser de la nature, mais dans tous les cas, la prédisposition n'a pas pu atteindre le niveau actuel.

L'échelle de l'actuelle civilisation industrielle n'a pas de précédent. Nous vivons sur les ressources accumulées depuis des temps géologiques lointains. En une année de production économique nous consommons d'incalculables années de réserves. Les civilisations précédentes n'ont pas fait cela. Cependant, comme l'affirme Jean-Paul Deléage, dans les civilisations « dans lesquelles les êtres humains sont la force productive principale, l'adaptation à l'écosystème est le principe fondamental du fonctionnement de la société » et on peut s'attendre à ce que la même attention que nous portons au développement des technologies basées sur la spoliation des ressources naturelles ait été consacrée, dans ces autres civilisations, à l'observation et à la connaissance de l'environnement dans le but d'en faire un usage durable. Cela nous amène à penser que les populations « en soi » tribales et paysannes connaissent bien les conditions écologiques de leur pérennité.

On ne doit pas dédaigner le savoir populaire qui s'exprime dans l'agro-écologie spontanée ou la tradition végétarienne populaire ou la médecine alternative, au nom du corporatisme scientifique des agronomes et des médecins. Toutes ces traditions naturalistes (très liées d'autre part aux traditions du mouvement ouvrier d'origine anarchiste) doivent être évaluées, mais cela

n'implique en aucune façon qu'il faille allègrement se joindre à la philosophie irrationnelle selon laquelle l'astrophysique et l'astrologie désigneraient plus ou moins la même chose.

L'écologie : un dialogue entre experts et amateurs

Les problèmes écologiques sont complexes et interdisciplinaires. De plus, ils sont souvent nouveaux – ayant été créés par les nouvelles industries. Pour cette raison, face à la grande incertitude dans laquelle nous plongeons de nombreuses questions écologiques, nous observons un phénomène peu fréquent dans d'autres domaines : dans les débats sur le risque nucléaire, le danger des dioxines et des furanes, les effets du réchauffement de la planète et la qualité des semences, les activistes écologistes participent sur un pied d'égalité avec les « experts » des universités ou des entreprises.

Pourquoi cela se produit-il dans bon nombre de débats écologiques ? D'une part, les politiciens « classiques » n'ont pas encore occupé ce terrain bien que le Sommet de la Terre de 1992 ait été créé précisément pour promouvoir l'image de chefs d'État experts ou, tout du moins, intéressés par l'écologie. D'autre part, il s'agit de questions incertaines, complexes et aux conséquences à long terme mais qui demandent des décisions urgentes. C'est l'occasion non pas d'un affrontement entre écologistes et scientifiques, mais au contraire d'un travail commun entre des écologistes « populaires », qui respectent les avancées de la science dans des domaines bien précis, et des scientifiques qui, au lieu de pratiquer « la science pour le peuple », pratiquent « la science en collaboration avec le peuple » ; des scientifiques prêts à avouer les limites de leur savoir sur les problèmes futurs et incertains que pose l'écologisme. En 1992, je posais la question suivante : qui peut honnêtement, aujourd'hui, attaquer l'agroécologie au nom du progrès scientifique et technique des biotechnologies ? Qui peut se prononcer contre les écologistes au nom de l'énergie nucléaire ?

En Inde, Ramachandra Guha avait identifié trois tendances écologistes : les gandhiens, les partisans de l'« écodéveloppement » et des « technologies appropriées », et les marxistes écologistes. Guha appelait à la collaboration entre ces trois courants qui se différencient par leur attitude envers la science. Les gandhiens étaient moins favorables à la science « occidentale » que les deux autres courants et étaient critiques envers la modernité. En revanche, chez les marxistes écologistes il y avait des groupes appelés « Science pour le peuple », rappelant un slogan des *narodniks* russes de l'époque de Piotr Lavrov : « Science et révolution ». L'idée selon laquelle le savoir indigène est souvent supérieur à celui proposé par les agronomes étrangers aux populations locales n'implique pas une attitude antiscientifique. Au contraire, cela suppose une critique de l'insuffisance scientifique et de l'autosuffisance sociale de ces techniciens vendeurs de semences et de pesticides. Souvent, les tentatives pour changer les pratiques paysannes, au nom d'une rationalité supérieure présentée comme scientifique, ont coïncidé avec les tentatives pour introduire dans la sphère « économique » une production et des ressources naturelles encore hors

d'atteinte. L'écologisme n'est pas antiscientifique. La perspective écologique implique une intégration ou une articulation des connaissances de différentes sciences.

L'«écologisme des pauvres» en Inde

Dans ces propos de 1992, recueillis sur le site Envío Digital, Ramachandra Guha insistait sur l'écosocialisme et l'agrarisme ou néonarodnisme écologiste, un mot difficile. Guha voulait lier cet écologisme populaire à des courants de la 1^{re} Internationale. Ainsi ceux qui regrettaient la chute des régimes de la Russie et de l'Europe de l'Est auraient un endroit où se réfugier. Sur la terre de Mariátegui et en parlant à la gauche latino-américaine, Guha pensait que des mots comme écosocialisme et néonarodnisme écologiste seraient bien reçus.

Je remarque aussi qu'en 1992, Guha citait les rapports du CSE, dont la brochure intitulée *Global Warming in an Unequal World: A Case of Environmental Colonialism*⁷, dans laquelle Anil Agarwal et Sunita Narain avaient proposé que les droits d'usage de l'atmosphère et des puits de dioxyde de carbone soient également répartis. La proposition fut acceptée avec enthousiasme par la gauche verte internationale bien que cette dernière ait été absente des négociations officielles intergouvernementales pendant vingt ans. Aujourd'hui, on parle beaucoup plus qu'alors de la dette écologique du Nord envers le Sud (également appelée dette environnementale ou climatique), en raison de l'usage disproportionné des océans et de l'atmosphère, pour absorber les émissions de dioxyde de carbone générées par la combustion des énergies fossiles. Pour réclamer le paiement de cette dette, une campagne internationale est menée par les ONG sous l'impulsion d'Acción Ecológica d'Équateur, ayant pour origine lointaine des campagnes de l'Instituto de Ecología Política chilien en 1992⁸.

Dans la région de Sikkim, le gouvernement, répondant aux protestations locales, a annulé onze projets hydroélectriques. Dans l'Arunachal Pradesh, les permis pour construire des barrages sont accordés à toute allure et la résistance croît. Dans l'Uttarakhand, le mois dernier, deux projets d'aménagement sur le Gange ont été interrompus et les autres suscitent une grande préoccupation. Pendant ce temps, dans l'Himachal Pradesh, les barrages suscitent tant d'opposition que les élections ont été remportées par des candidats se prononçant contre leur construction. Des centrales thermoélectriques aux mines dans les zones agricoles, nombreux sont les projets qui se heurtent à la résistance. La mine de fer, l'usine d'acier et le port proposés par le géant sud-coréen Posco sont controversés bien que le Premier ministre ait assuré que le groupe aurait le feu vert dans le courant du mois. La population locale ne l'entend pas de cette oreille, elle ne veut perdre ni ses terres ni ses moyens de subsistance, et ne croit pas aux promesses de compensation. Dans l'État du Maharashtra, les

7. A. Agarwal et S. Narain, *Global Warming in an Unequal World: A Case of Environmental Colonialism*, Center for Science and Environment, New Delhi, 1991.

8. Voir <www.deudaecologica.org>.

producteurs de mangues s'élèvent contre la centrale thermique de Ratnagiri. Quel que soit l'endroit où l'industrie essaye d'obtenir des terres ou de l'eau, la population résiste jusqu'à la mort. Il y a des blessés, il y a de la violence, il y a du désespoir et, que cela nous plaise ou non, il y a des milliers d'émeutes en Inde aujourd'hui. Après avoir visité Kalinganagar, où il y a eu des morts lors des protestations contre le projet des industries Tata, j'ai écrit que la question n'était pas la compétitivité de l'économie de l'Inde, ni celle du naxalisme. Ceux qui protestaient étaient des villageois pauvres, incapables de survivre dans un monde moderne s'ils perdaient leur terre. Ils avaient été témoins de l'exil forcé de leurs voisins et savaient que les promesses d'embauches ou de compensations financières n'étaient pas respectées. Ils se savaient pauvres et étaient conscients que le développement économique moderne les appauvrirait davantage. La situation est la même dans la région de Goa, plus prospère mais où j'ai constaté, village après village, la résistance face au puissant lobby minier... Cela n'est qu'une partie de la liste des conflits environnementaux en Inde car il y en a beaucoup d'autres.

Je suis allé en Inde pour la première fois en août 1988, à Bangalore, pour un rassemblement d'activistes écologistes. L'organisateur m'avait invité parce qu'il avait lu mon livre *Ecological Economics: Energy, Environment and Society*⁹, publié en 1987, dans lequel je me demandais qui «consommerait», socialement parlant, la nouvelle économie écologique inspirée par Nicholas Georgescu-Roegen, Kenneth Boulding, Howard Odum, David Pimentel et Herman Daly; je me demandais également quels groupes mettraient à profit nos critiques académiques de l'économie conventionnelle. Par exemple, aujourd'hui, la Vía Campesina, mouvement international, utilise adroitement des arguments de l'économie écologique afin de défendre les paysans et la «souveraineté alimentaire», en insistant sur la faible efficacité énergétique de l'agriculture moderne.

À Bangalore, à cette occasion, j'ai fait la connaissance de Ramachandra Guha, qui terminait son livre sur le mouvement Chipko dans le Garhwal et du Kumaun de la région de l'Uttarakhand, dans l'Himalaya. Cet ouvrage présente les fondements de la théorie de l'écologisme des pauvres. Ce n'est pas que les pauvres soient toujours écologistes. Il leur arrive de détruire l'environnement, surtout lors d'un accroissement de la population. Mais lors de conflits environnementaux, nous observons souvent qu'ils se rangent du côté de la préservation de la nature. Dans *The Unquiet Woods*¹⁰ (un ouvrage publié en 1989 et réédité plusieurs fois), Ramachandra Guha expliquait les différents discours et formes de résistances paysannes contre les plantations commerciales des forêts (notamment les pins indiens aux longues feuilles ou *Pinus roxburghii*) de la région depuis l'époque coloniale. Les pauvres voulaient poursuivre de manière

9. J. Martinez Alier, *Ecological Economics: Energy, Environment and Society*, Blackwell Publishers, Oxford, 1987.

10. R. Guha, *The Unquiet Woods: Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*, University of California Press, Berkeley, 1989.

durable l'exploitation des chênes (banj), dont ils utilisaient les feuilles et les branches. Dans les années 1970, le mouvement Chipko (en français, «Étreindre un arbre» pour empêcher qu'il soit abattu) s'opposait à l'abattage industriel des arbres. Les leaders chipko faisaient allusion à ceux qui avaient soutenu la résistance cinquante ans auparavant et qui étaient reconnus dans les récits et les chansons populaires. Avec Ramachandra Guha, j'ai recueilli dans notre livre intitulé *Varieties of Environmentalism*¹¹, quelques études comparées de l'écologisme des pauvres.

Les voix du Pérou : Tambogrande, Huancabamba, Islay

En décembre 1988, je me suis aussi rendu à Lima pour parler, pour la première fois au Pérou, de l'écologisme des pauvres, et ce durant une cérémonie organisée par l'historien Alberto Flores Galindo (1949-1990) au centre d'étude Casa SUR dont il est le fondateur. Ensemble, nous avons publié cette année-là un article dans la revue *Mientras Tanto* de Barcelone, retraçant les grandes lignes de l'histoire environnementale, économique et sociale du Pérou. J'ai également fait la connaissance de Manuel Boluarte, assistant du sénateur de l'époque, Hugo Blanco, dirigeant paysan connu au Pérou depuis les années 1960 et président de la commission sur l'environnement au Sénat. De la convergence de nos idées est né un texte vigoureux d'Hugo Blanco intitulé «El Ecologismo de los Pobres», publié le 6 avril 1991 dans le journal *La República*.

Au Pérou, de grandes parties de la population sont des écologistes actifs. Les habitants du village de Bambabarca, qui ont plus d'une fois lutté vaillamment contre la pollution de ses eaux par les exploitations minières, ne sont-ils pas depuis longtemps écologistes ? Ceux d'Ilo et d'autres vallées qui sont touchés par la Southern Peru Copper Corporation ne sont-ils pas écologistes ? La population de Tambogrande qui se lève comme un seul homme et est prête à mourir pour empêcher l'ouverture d'une mine dans sa ville, dans sa vallée, n'est-elle pas écologiste ? Les habitants de la vallée du Mantaro, où les déchets résiduels des mines et les fumées de la fonderie de La Oraya ont nuit aux brebis et au sol, sont également des écologistes. Les populations qui vivent dans la forêt amazonienne et qui meurent en la défendant contre ses prédateurs, sont, sans conteste, des écologistes. Tout comme les pauvres de la ville de Lima, qui protestent parce qu'ils sont obligés de se baigner sur des plages polluées.

Depuis lors, le Pérou a connu de nombreux autres conflits liés à l'écologisme populaire. Parmi ceux mentionnés par Hugo Blanco, ceux qui sont connus au-delà des frontières sont ceux de la Southern Peru Copper Corporation, à Tambogrande (contre l'exploitation des mines d'or de Piura) et à Bambabarca (contre l'exploitation minière Yanacocha à Cajamarca). La région de l'Oroya est le berceau de conflits environnementaux historiques, mais elle est aujourd'hui aussi le théâtre d'une pollution horrible causée par la firme Doe

11. R. Guha et J. Martinez Alier, *Varieties of Environmentalism : Essays North and South*, Earthscan, Londres, 1997.

Run. L'environnementalisme ou écologisme populaire n'est pas une nouveauté mais en revanche l'usage des termes qui le désignent en est une.

Le référendum local sur l'environnement

Au cours de l'histoire du ^{xx}^e siècle du Pérou, des mouvements sont nés pour lutter contre les dommages écologiques liés aux exploitations minières. Le motif écologique apparaît de la même manière dans certains mouvements urbains militant pour l'eau ou contre les déchets. À la campagne aussi, les tentatives de réappropriation des pâturages des exploitations agricoles par les communautés étaient liées à la complémentarité des ressources des hautes terres et des plateaux plus bas, bien qu'elles soient également nées du sentiment et de la réalité d'une usurpation, et se soient servies souvent d'arguments juridiques et de l'identité indigène plutôt que d'arguments écologiques.

Dix ans après la parution de l'article de Hugo Blanco, une nouvelle institution est née dans le village de Tambogrande, paralysant le projet minier : le référendum local pour l'environnement. Cette forme même de résistance a été adoptée avec succès à Esquel, en Argentine, profitant d'un moment propice au niveau national, ainsi qu'au nord du Pérou contre le projet de mines de cuivre de Majaz. Un nouveau référendum local pour l'environnement a eu lieu il y a peu contre un projet minier cette fois dans la province d'Islay, dans la région d'Arequipa. Les habitants s'étaient organisés en Front de défense de l'environnement et des ressources naturelles. Je résume le récit de Rafael Chacón dans le bulletin *El E-cochaski* : le dimanche 27 septembre 2009 s'est produit dans le sud du Pérou, dans la province d'Islay, un événement qui, à cette occasion, a été appelé consultation publique ; une consultation non reconnue par les instances compétentes de l'État dans la région (le Bureau national des processus électoraux et la Commission nationale des élections), comme on pouvait s'y attendre, compte tenu de la cécité de la loi sur la question ; et comme on pouvait également s'y attendre, le rejet du projet minier frôle les 100 %.

Tant de conflits se sont produits à cause du développement des mines destinées à fournir des matériaux aux économies du monde entier qu'au Pérou une organisation de communautés touchées par les mines a vu le jour, la CONA-CAMI, dont le premier dirigeant fut Michel Palacin, qui désormais fait partie de la Coordination andine d'organisations indigènes (CAOI). Fêtant le résultat du référendum local d'Islay, la CAOI demandait aux autorités compétentes de donner un caractère inaliénable à ses résultats, comme le prévoit la convention 169 de l'Organisation internationale du travail. De cette façon, elle alliait le local au global. La CAOI réitérait ses propositions de donner le statut de loi organique à la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, ainsi que de promulguer une loi sur la consultation et le consentement préalable, libre et éclairé afin de prévenir et d'éviter des conflits provoqués par l'invasion de projets d'extraction dans les territoires communaux.

Comme l'explique Luis Vittor dans l'hebdomadaire *El E-cochaski*, le projet d'Islay (du groupe minier Southern Peru Copper Corporation, propriété de

Grupo Mexico) investirait plus de 950 millions de dollars, durerait vingt et un ans, et aurait pour but d'extraire du cuivre à ciel ouvert. L'eau des puits dans la vallée du Rio Tambo serait utilisée. Pour les habitants de la région, ce projet affecterait la disponibilité de l'eau, ce qui limiterait la production de riz, de canne à sucre et de paprika dans cette vallée. Le projet devait être présenté lors d'une séance publique en août 2009 dans le district de Cocachacra. Parallèlement à ce qui s'était passé à Tambogrande huit ans auparavant, la séance fut suspendue par l'opposition locale. Les autorités régionales commencèrent alors l'appel au référendum local.

Luis Vittor observe une évaluation croissante des activités productives propres et des ressources naturelles dont dépendent la vie et la survie locale. Notez bien qu'«évaluer» signifie donner de l'importance ou de la valeur à quelque chose, pas forcément en termes financiers. À Tambogrande, après une victoire indiscutable du «non à la mine», le gouvernement a renoncé à continuer d'apporter son soutien au projet. À Ayabaca et Huancabamba, deux ans après le référendum, le projet minier Majaz de l'entreprise Río Blanco Copper n'a pas pu avancer et ses dirigeants ont été poursuivis en justice à Londres pour violation des Droits de l'homme. Dans les deux cas, les processus de résistance ont reçu un soutien national et international. L'organisation de référendums a introduit le thème de la démocratie régionale opposée au supposé intérêt national.

Cependant, les minerais sont bien présents là-bas et les entreprises minières continuent de «rôder». Beaucoup de choses dépendent du fonctionnement du métabolisme de l'économie mondiale.

Au Mexique, années 1990

On a dit que la défense de l'environnement par les pauvres est, au Mexique, une activité dangereuse. Le professeur Victor Toledo, de l'université nationale autonome du Mexique (UNAM), un ami de longue date, a utilisé, dans un article paru dans la revue *Ecología Política* en 2000, le concept d'écologisme des pauvres afin de caractériser des épisodes de lutte contre la déforestation. Toledo remonte au 22 octobre 1992 quand la presse publia très rapidement une petite note : «Ce matin, à l'aube, Julian Vergara, leader paysan et président des terres communautaires d'El Tianguis, a été assassiné par un inconnu qui lui a tiré dans la poitrine avec un fusil de chasse. Le défunt était un écologiste qui s'opposait à l'élagage excessif dans les forêts de la municipalité d'Acapulco.» À notre connaissance, personne n'a donné suite de manière judiciaire ou journalistique à cette infamie et, comme c'est souvent le cas dans le pays de la détresse et de l'injustice, le souvenir du sacrifice de Julian Vergara est demeuré enseveli sous les lourdes dalles du temps, d'un temps cruel et qui perd la mémoire.

Combien de Julian Vergara auront succombé en défendant héroïquement les forêts, les sources, les lagunes et les rivières du Mexique ? Je rêve du jour où nous pourrions reconstituer ces histoires d'ignominie et où nous arriverons

à sauver de ce silence glacial les centaines, peut-être les milliers de paysans héroïques qui ont risqué leur vie afin de préserver l'habitat et les ressources naturelles de leur pays et du monde entier, c'est-à-dire de tous les êtres humains. Ainsi, nous constaterions que la conscience de solidarité avec la nature, avec son prochain et avec les générations futures, celle que les écologistes du monde entier cherchent aujourd'hui avec tant d'ardeur, est présente dans l'inconscient collectif et au sein des cultures d'innombrables peuples ruraux, ceux qui ont su rester à l'abri de la pollution la plus dangereuse : celle d'un monde qui s'obstine à privilégier les valeurs de l'individualisme et de la concurrence. Nous découvririons également qu'entre les anciens martyrs paysans des luttes agraires et les nouveaux défenseurs ruraux de la nature, il n'y a pas plus de différence que celle que nous donnent nos appareils conceptuels à la mode. Les « Zapata » d'il y a un siècle sont, pour utiliser un terme de plus en plus répandu, les nouveaux « écologistes des pauvres ».

La suite de l'article de Victor Toledo comparait l'ignorance et l'oubli de tant de paysans héros de la défense de l'environnement avec les honneurs qu'ils méritent et qu'on a récemment rendus à Rodolfo Montiel, en lui décernant le prix Goldman de l'environnement pour son opposition à l'entreprise Boise Cascade à Guerrero.

L'élan qui a poussé Julian Vergara à défendre les forêts de la propriété collective de sa communauté a été probablement le même que celui qui a fait naître en Rodolfo Montiel l'idée de créer la Organización de Campesinos Ecológicos de la Sierra de Petatlán grâce à laquelle ils ont réussi à arrêter, sept ans après, la destruction des forêts de l'État de Guerrero et à provoquer le départ de l'entreprise forestière transnationale Boise Cascade. Lorsqu'il a reçu son prix... le combattant rural Rodolfo Montiel a cessé d'être un Julian Vergara de plus pour devenir un nouveau symbole de l'écologisme des pauvres, comme Chico Mendes au Brésil. Malgré la torture que lui ont fait subir des membres de l'armée mexicaine et son incarcération injustifiée dans la prison d'Iguala, Montiel, de son vivant, évoque le souvenir de tous ces environnementalistes anonymes dont on ne parvient plus à se rappeler les noms...

Au Mexique, vingt ans plus tard

La notion d'écologisme des pauvres est utile pour comprendre les mouvements actuels de résistance. Ainsi, dans *La Jornada* du 26 mai 2009, Luis Hernández Navarro recueillait quelques histoires sous le titre : « L'autre écologisme et les Droits de l'homme », comme celle de Veronica Hernandez, poursuivie en justice par Granjas Carroll à Perote (Veracruz) (un lieu dans lequel se concentre une importante production porcine) ; celle de Santiago Pérez, emprisonné pendant des mois pour avoir défendu l'eau des communautés mazahuas ; celle d'Agustín Rios, sauvagement frappé par la police pour avoir lutté contre l'installation d'une mine. Le 6 mai 2009, des membres du Comité de défense des droits du peuple et de la Coordination de défense des ressources naturelles et de notre mère la Terre de la vallée d'Ocotlán qui protestaient contre la mine

avaient été délogés par la police de l'État d'Oaxaca. Quelques membres furent accusés d'aggressions sur des policiers, de pillages et d'attaques sur les voies de communication. Ceci rappelle la tentative pour rendre illégale l'organisation amazonienne AIDSEP (Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana, Association interethnique de développement de la forêt péruvienne) menée par le gouvernement d'Alan Garcia et l'exil forcé de son dirigeant, Alberto Pizango, après le 5 juin 2009.

Aldo Zamora, membre de la communauté tlahuica de l'État de Mexico et défenseur des forêts, a été assassiné le 15 mai 2007. Son frère Misael a été gravement blessé. Tous deux ont été pris dans une embuscade par des bûcherons clandestins alors qu'ils se rendaient à Santa Lucia, Ocuilan, dans l'État de Mexico. Le journaliste explique que, depuis 1998, Ildefonso Zamora, le père d'Aldo Zamora et président des biens communaux de San Juan Atzingo, dénonçait l'exploitation illégale des forêts de son village, situé dans le parc national Lagunas de Zempoala. Presque deux mois après le crime, le 12 juillet 2007, le président Felipe Calderon lui a promis que justice serait rendue... Le 7 janvier 2008, la présidence de la République a envoyé une lettre à Ildefonso dans laquelle elle lui indiquait que cette affaire relevait de la compétence du gouvernement de l'État... Les forêts de San Juan Atzingo se trouvent dans le biocorridor Ajusco-Chichiautzin, qui abrite 2 % de la biodiversité mondiale, approvisionne les trois quarts de l'eau consommée dans la ville de Mexico et alimente les rivières Lerma et Balsas. Cependant, la région des Lagunas de Zempoala-Huitzilac est terriblement menacée par l'élagage illégal. Aldo Zamora n'est qu'une victime de plus parmi les activistes écologistes.

Le journaliste conclut : ceux qui sont attaqués défendent leur eau, leurs forêts, leurs ressources naturelles, leurs communautés, leur biodiversité, leur santé, leur terre et leur territoire face à la voracité prédatrice des entreprises immobilières, des usines de transformation des ordures du Mexique ou venant d'autres pays, des développements touristiques, des entreprises minières transnationales, des complexes agro-industriels, des entreprises de bûcheronnage, des entreprises pharmaceutiques et des projets hydroélectriques. Avec des réglementations environnementales faibles et des autorités gouvernementales corrompues, avec des traités commerciaux qui, comme avantages comparatifs, offrent en toute impunité la destruction de l'environnement, les grands consortiums multinationaux possèdent le permis de détruire. Ils disposent fréquemment du recours à la force publique pour faire taire la résistance des communautés qui sont affectées...

Un autre cas : le Zapotillo

Dans l'édition du 7 mars 2009, *La Jornada* a expliqué le projet consistant à endiguer les eaux du Rio Verde, avec pour but l'approvisionnement en eau potable de la ville de León (Guanajuato), mais aussi de quelques villages de la région des Altos de Jalisco. Ce projet implique d'inonder les villages de Temacapulin et de Palmarejo, dans la municipalité de Cañadas de Obregón,

d'Acasico, dans la municipalité de Mexxicacan, et de La Piedra Parada, dans la municipalité de Yahualica de Gonzalez Gallo. Le problème apparaît à la suite de la résistance des habitants touchés dont les mobilisations, selon Mario Edgar Lopez, tranchent avec la légende tenace selon laquelle la défense et la conservation de l'environnement sont un luxe que seules les sociétés riches peuvent s'offrir. Comme l'a résumé ce journaliste, en 2005, les villages de Temacapulin, d'Acasico et de Palmarejo étaient envahis de petits écriteaux de protestation, collés sur les maisons, sur les poteaux et sur les arbres. Certains avec des slogans tels que «Dau, les enfants de Palmajero vont te mettre une raclée» (en référence à Enrique Dau Flores, ancien directeur de la Comisión Estatal del Agua (CEA)...).

Sur les 30 millions de pesos destinés à l'achat de maisons à Temacapulin, 5 millions avaient été déboursés. Il n'existait aucun accord des personnes affectées comme l'annonçait la CEA de Jalisco, seuls quelques habitants de la ville avaient vendu deux propriétés et s'étaient installés dans trois maisons. Le mensonge institutionnalisé qui garantissait que ce projet de barrage avait l'approbation générale était révélé. La couverture de l'événement par la radio et la télévision de l'université de Guadalajara les 27 février et 1^{er} mars 2007, celles-ci émettant depuis la localité de Temacapulin, réussit à faire pencher la balance informative en faveur de l'écologisme des pauvres. Les interviews des divers habitants de la communauté rapportent qu'ils exigent la justice environnementale : «Qu'ils veuillent apporter de l'eau à León, c'est bien, mais pas en nous expulsant, pas en inondant nos maisons, notre église et les tombes de nos ancêtres.»

En parlant de l'église et des tombes, on a recours à la valeur de sacralité opposée à l'évaluation financière. Finalement, si le barrage était construit, nous savons que des indemnités seraient octroyées mais que si les tombes sont modestes et sont celles de gens pauvres, ces indemnités seraient moindres. Ceci me rappelle un chant entendu dans la campagne andalouse et que l'on trouve dans mon livre *La estabilidad del latifundismo*¹² [*La stabilité du latifundisme*] : «Charité, on a déterré mon père/pour y enterrer un riche/On dit que les hommes sont tous des frères/mais nous les pauvres, même morts/nous gêmons.»

Les pauvres ne sont pas toujours écologistes, et les écologistes ne sont pas toujours pauvres. En cherchant dans ma mémoire les souvenirs de mes voyages antérieurs au Mexique, j'inclus dans l'écologisme populaire mexicain le grand mouvement de défense de la biodiversité du maïs contre les importations et contre la légalisation des semences transgéniques ; les protestations contre la déforestation et l'apparition de la gestion communautaire et durable des forêts comme dans les Pueblos Mancomunados (communauté de huit villages) d'Oaxaca ; les protestations contre les dommages causés par l'extraction de

12. J. Martinez Alier, *La estabilidad del latifundismo : Análisis de la interdependencia entre relaciones de producción y conciencia social en la agricultura latifundista de la Campiña de Córdoba*, Ediciones Ruedo Ibérico, Paris, 1968.

pétrole à Tabasco et Campeche exprimées dans le Pacto Ribereño ; les mouvements pour l'appropriation des terres et de l'eau contre les monocultures d'eucalyptus ou de pins pour faire du carton ou du papier (par exemple, contre l'entreprise Smurfit comme en Colombie ou au Venezuela) ; la défense de terres communautaires contre les barrages, contre un aéroport (San Mateo Atenco), contre des terrains de golf (Tepoztlan), etc.

Conclusion

Il y a eu un écologisme de redistribution durant les années 1970, comme celui de Barry Commoner et Nicholas Georgescu-Roegen qui, à Stockholm en 1972, a proposé la liberté absolue d'émigrer, ce qui obligerait à corriger entièrement les inégalités sociales. Mais cela a été mis de côté avec l'expression « développement durable » du rapport Brundtland en 1987, qui prétendait rendre la croissance économique compatible avec la durabilité environnementale. Mes thèses de départ, à Lima en 1992, résumées par Envío Digital, n'étaient pas celles d'un « développement durable », mais les suivantes :

- la croissance économique se heurte aux obstacles environnementaux, mais ni les néolibéraux ni la plupart des marxistes ne reconnaissent ces obstacles ;
- le socialisme doit s'ouvrir à l'écologie ; la sensibilité écologique était déjà présente dans l'anarchisme et dans le populisme russe, mais cent vingt années séparent le marxisme et l'écologie ;
- il existe un écologisme de l'abondance et un écologisme des pauvres ; toutes les luttes contre la militarisation sont écologistes, ainsi que beaucoup de luttes contre l'impérialisme ;
- de nos jours, les changements écologiques vont plus vite que les changements économiques bien que nous puissions affirmer qu'aucune civilisation n'a été innocente d'un point de vue écologique.

En résumé, vingt ans après, nous voyons effectivement que la richesse est la principale cause de la dégradation environnementale, puisque la consommation effrénée d'énergie et de matériaux est plus importante chez les riches, tout comme la production de déchets qui résulte de cette consommation. L'économie ne se dématérialise pas. Le métabolisme de l'économie ne cesse d'augmenter, brièvement interrompu dans sa course par la crise de 2008-2009. Par conséquent, les conflits écologiques et distributifs dus à l'extraction et au transport de ressources ainsi qu'à l'exportation ou l'évacuation de déchets (y compris le dioxyde de carbone) se font plus nombreux, provoquant des protestations contre le transfert des coûts environnementaux vers les pauvres et les plus faibles sur le plan politique.

La perception écologiste et populaire s'exprime parfois dans la terminologie scientifique traitant de flux d'énergie et de matériaux, de perte de biodiversité, de changement climatique, de ressources non renouvelables et de pollution, mais il ne s'agit pas toujours du langage utilisé par les mouvements écologistes du passé ou du présent. Ceux-ci ont d'autres langages à leur disposition.

Le besoin de survie fait prendre conscience aux pauvres de la nécessité de conserver les ressources et les services environnementaux. Cette conscience est souvent difficile à découvrir parce qu'elle utilise des langages locaux, parfois religieux, et fait appel aux différentes valeurs présentes dans la culture locale. Ces luttes s'expriment souvent comme une défense du territoire et font appel aux identités communautaires et indigènes. Cependant, leurs racines ne se situent ni dans l'identitaire ni dans le territorial mais dans la défense de la survie, de l'*oikonomia*, face à la croissance du métabolisme prédateur de l'économie mondiale.

Des luttes sociales destinées à maintenir l'accès de tous aux ressources naturelles contre la privatisation (ou contre la nationalisation) ont existé et existent de plus en plus. Le marché (l'État aussi, pour d'autres raisons) ne considère pas les coûts écologiques ou les passifs environnementaux. C'est pourquoi les luttes sociales menées par les pauvres afin de maintenir l'usage des ressources naturelles en dehors de l'économie commerciale (ou en dehors de l'administration d'État) sont, en même temps, des luttes pour la conservation de la nature.

Tout comme l'indiquait Luis Hernández Navarro dans *La Jornada* du 26 mai 2009, les mobilisations écologistes des pauvres sont un de leurs principaux terrains de confrontation sociale actuelle. De nombreux conflits sociaux passés et présents possèdent un contenu écologique, les pauvres essayant de garder le contrôle sur les services et les ressources environnementaux dont ils ont besoin pour vivre, face à la menace de voir ceux-ci devenir propriété de l'État ou propriété privée capitaliste, ainsi que face à l'augmentation du métabolisme de l'économie en termes d'énergie, de matériaux et de déchets. Les pauvres luttent contre les impacts environnementaux qui les menacent, devenant défenseurs des écosystèmes et luttant ainsi pour leurs terres, leur patrimoine, leur culture, leur paysage et leur lieu d'habitation. Ils sont encore parfois réticents à se définir comme environnementalistes ou comme écologistes qui sont, d'autre part, des termes récents dans l'histoire sociale.

L'écologisme des pauvres fait référence aux conflits causés par la croissance économique et par les inégalités sociales, où les effets négatifs de l'extraction des ressources et de l'évacuation des déchets sur l'environnement sont subis et payés par les groupes socialement exclus. Souvent, ces conflits surviennent tout près des lieux d'extraction, sur des terres indigènes ou dans des zones de refuge non couvertes par les journalistes. Cette résistance est écologiste même quand le mouvement ne porte pas ce nom.

Ces mouvements de l'écologisme populaire perdent en général le combat. Ceux qui gagnent sont les experts en résolution de conflits par la mort d'une des parties, par son emprisonnement, son exil forcé, par subornation de dirigeants, par division organisée des communautés qui sont chargées de conseiller les gouvernements et les entreprises... Parfois, la résistance populaire gagne de façon provisoire jusqu'à ce qu'apparaisse un nouvel investisseur minier, pétrolier, en papeterie, en hydroélectricité soutenu par l'État. Mais soyons optimistes : ces mouvements constituent une force sociale primordiale

dans la recherche d'alliés dans le monde entier afin de conduire l'économie sur une route plus juste et plus durable. Des résistances naissent les alternatives.

Traduit de l'espagnol par N'Bellia Guerchouche,
Mathilde Baroudi et Charlotte Tafforeau¹³

JOAN MARTINEZ ALIER est professeur d'économie et d'histoire économique à l'université populaire de Barcelone. Membre fondateur de la Société internationale d'économie écologique, directeur de la revue *Ecología Política*, initiateur de l'histoire écologique en Espagne et grand défenseur du concept de dette écologique, il est notamment l'auteur de *Ecological Economics. Energy, Environment and Society* (Blackwell, 1987) et de *The Environmentalism of the Poor : A Study of Ecological Conflicts and Valuation* (Edward Elgar, 2002).

13. Dans le cadre du master Traduction d'édition de l'université d'Orléans, dirigé en 2010-2011 par Antonia Cristinoi.